

12-06-1995

COMMISSION PERMANENTE DE CONTROLE LINGUISTIQUE

Commission siégeant sections réunies

Séance du 18 mai 1995

Présents :

madame A. VAN CAUWELAERT-DE WYELS, président

Section française :

monsieur JACOBS, vice-président
messieurs BERTOUILLE, LURQUIN et MOORAT,
membres effectifs

Section néerlandaise :

monsieur CROISIAU, vice-président
messieurs VAN EECKAUTE et BOES membres effectifs
madame CLAES, membre suppléant

Secrétaires :

monsieur BUSINE, directeur d'administration
monsieur VAN SANTEN, directeur d'administration - adjoint
bilingue.

27.059/I/PF
CV/DV

Par lettre du 28 mars 1995, le ministre de la Politique scientifique et de l'Infrastructure a demandé l'avis de la Commission permanente de Contrôle linguistique (C.P.C.L.) au sujet de deux projets d'arrêté royal:

- l'un modifiant l'arrêté royal du 14 septembre 1970 déterminant en vue de l'application de l'article 43 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative coordonnées le 18 juillet 1966 (L.L.C.), les grades du personnel non administratif des services fédéraux des Affaires scientifiques techniques et Culturelles (S.S.T.C.) qui constituent un même degré dans la hiérarchie.
- l'autre fixant de nouveaux cadres linguistiques des S.S.T.C.

Sur la base des articles 43, § 3, alinéa 5, 60, § 1^{er} et 61, §§ 2 et 5 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966 (L.L.C.), la C.P.C.L., siégeant sections réunies, a examiné ces projets en ses séances des 6, 19 avril et 18 mai 1995, et a émis par 4 voix de la section néerlandaise et 3 voix de la section française, 1 membre de la section française s'abstenant, l'avis suivant.

*

*

*

Un nouveau cadre organique a été établi conformément à la circulaire n° 379 du 8 septembre 1993 du ministre de la Fonction publique. Le cadre organique a obtenu l'accord commun des ministres du Budget et de la Fonction publique le 10 février 1995. Il a été fixé par l'arrêté royal du 3 avril 1995 (M.B. du 28 avril 1995).

Il s'agit de la 2^{ème} phase de restructuration des services fusionnés (Services du ministère de l'Education nationale et du "ministerie van Onderwijs" et Services de programmation de la politique scientifique). Ces services fédéraux appartiennent aux Services du Premier ministre.

Ils comprennent les services suivants:

- Secrétariat général.
- Services administratifs généraux: Services des ressources humaines, service financier, service des moyens logistiques, service juridique.
- Service de l'Inventaire et des Statistiques.
- Service de la Coordination interfédérale et interdépartementale.
- Service des Activités internationales.
- Service de la Recherche - Développement.
- Service des Recherches et Applications spatiales.
- Service des Etablissements scientifiques fédéraux.
- Service des Affaires culturelles.
- Service de l'Enseignement.
- Service national de Congrès.

Les missions et mandats des S.S.T.C. concernent non des tâches de gestion de dossiers administratifs ou d'élaboration et d'exécution de règlements, mais bien la mise en oeuvre et la coordination d'activités scientifiques et techniques qui requièrent une approche programmatique pluriannuelle.

Les organisations syndicales ont été consultées sur le projet d'arrêté royal fixant les degrés de la hiérarchie et sur celui fixant les cadres linguistiques soumis à la C.P.C.L.

I. Degrés de la hiérarchie

Suite à la décision du 15 mars 1994 du Comité de concertation gouvernement fédéral - gouvernements des Communautés et des Régions, les membres de l'inspection linguistique en matière d'enseignement sont devenus des fonctionnaires fédéraux. Un arrêté royal du 23 décembre 1994 a intégré l'inspection linguistique en matière d'enseignement dans les S.S.T.C.

Le ministre propose de classer:

- 1) au 2^{ème} degré de la hiérarchie, le grade d'inspecteur principal considéré comme équivalent à celui de conseiller; cette fonction consiste notamment à exercer un contrôle au niveau des directions des établissements d'enseignement secondaire.
- 2) au 6^{ème} degré de la hiérarchie, le grade d'inspecteur; il s'agit de diplômés de l'enseignement supérieur de type court pour lesquels aucune disposition d'intégration dans le niveau 2+ n'a été prévue.

Ces deux grades ne sont pas répartis dans un rang bien déterminé de la hiérarchie administrative.

La C.P.C.L. avait marqué son accord sur cette façon de procéder dans son avis 2.315 du 20 novembre 1969 sur un projet d'arrêté royal déterminant les grades du personnel non administratif des Services de programmation de la Politique scientifique (actuellement S.S.T.C.) qui constituent un même degré de la hiérarchie; projet qui est devenu l'arrêté royal du 14 septembre 1970. Ces grades étaient répartis dans des degrés sur base des barèmes.

Dans le cas présent, le rattachement du grade d'inspecteur principal au 2^{ème} degré et celui d'inspecteur au 6^{ème} degré a été déterminé selon l'importance de la fonction et du diplôme.

La C.P.C.L. émet un avis favorable sur la proposition du ministre.

II. Cadres linguistiques

Le cadre organique abroge le précédent arrêté royal de cadre organique. Il répartit le personnel entre personnel administratif ou titulaire de grades particuliers, personnel technique et personnel de maîtrise, gens de métier et de service; ce qui fait au total 147 agents.

Il prévoit à l'article 1^{er}, § 2, 14 emplois en extinction (5 au niveau 1, 3 au niveau 2, 6 au niveau 4). Au fur et à mesure de la suppression de ces emplois, 14 autres emplois prévus au cadre seront pourvus.

Le ministre propose la répartition linguistique suivante:

Emplois permanents

Emplois en extinction

Degrés	F	N	F bil.	N bil.	F	N
1	3	3	1	1	2	2
2	8	8	2	2	1	-
3	5	5			-	-
4	8	8			-	-
5	5	5			-	-
6	19	19			2	1
7	9	9			-	-
8	13	14			3	3

1) Emplois de direction (degrés 1 et 2)

La répartition faite au 1^{er} degré est conforme à l'article 43, § 3 des L.L.C. (cadres unilingue et bilingue).

Au 2^{ième} degré, la répartition telle qu'elle est présentée n'est pas correcte.

En effet, à l'article 1^{er}, § 2 du cadre organique, un emploi de directeur est mis en extinction mais bloque un emploi de conseiller au cadre permanent. Cet emploi ne peut être pourvu que lorsque l'emploi en extinction aura été supprimé au départ du titulaire. Ledit emploi est déjà compté au cadre unilingue F.

Dès lors, 20 emplois sont répartis en cadres linguistiques au 2^{ième} degré et non 21 emplois comme le laisse supposer le tableau de cadres linguistiques. L'imparité d'emplois n'existe donc pas.

La C.P.C.L. attire l'attention sur le fait que cette situation doit être clairement déterminée aussi bien au cadre organique que dans les cadres linguistiques, afin qu'il n'y ait pas d'insécurité juridique.

La répartition linguistique des emplois au 2^{ième} degré devrait dès lors être présentée de la façon suivante.

emplois permanents

emplois en
extinction

	Cadre F	Cadre N	F bil.	N bil.	F	N
2 ^{ème} degré	7(+1)*	8	2	2	1(*)	-

* 1 emploi (conseiller) est bloqué au cadre unilingue F jusqu'au moment où l'emploi en extinction F (directeur) aura été supprimé au départ de son titulaire.

2) Degrés 3 à 8

Le ministre propose une répartition 50%N-50%F.

Cette répartition se justifie selon le ministre par un volume estimé quasi identique des affaires traitées en français et en néerlandais, dans la mesure où elles s'adressent principalement et indistinctement à l'ensemble des autres administrations publiques, des institutions scientifiques et culturelles fédérales et des universités du pays. Il faut également noter la part de plus en plus importante des activités traitées par les S.S.T.C. en anglais dans le cadre de la coopération scientifique internationale.

Cette tendance n'a fait que se confirmer depuis la mise en place de la nouvelle entité administrative que constituent les S.S.T.C., nés le 1^{er} mai 1994 de la fusion des Services de programmation de la politique scientifique et des services restés fédéraux du ministère de l'Education nationale et du "ministerie van onderwijs".

En ce qui concerne le Service national de Congrès (S.N.C.), depuis sa création en 1971, il n'a jamais eu de cadres linguistiques. A présent, il est intégré dans les cadres linguistiques soumis. Néanmoins, il représente au sein des S.S.T.C. un cas particulier. Les missions du S.N.C. ont essentiellement un caractère de type logistique (gestion et exploitation du Palais des Congrès, location de salles, prestation de services). Cette constatation rendrait incomplet le seul examen des contrats passés par le S.N.C. avec ses clients, où - à côté d'un important volume d'affaires traitées avec des organismes internationaux - les services prestés au profit des organismes publics ou privés belges francophones sont majoritaires. Les tâches de type logistique (surveillance technique, entretien...) des membres du personnel d'exécution du S.N.C. n'étant pas directement liées aux congrès qui s'y déroulent, la répartition 50%N-50%F retenue pour les autres services des S.S.T.C. est également valable pour le S.N.C.

La C.P.C.L. émet un avis favorable sur la répartition 50/50 faite par le ministre pour les degrés 3 à 7, confirmant ainsi son avis précédent n° 26.118 du 15 septembre 1994.

OBSERVATIONS:

Quant à la forme, il y aurait lieu de supprimer in fine du 2^{ème} alinéa du préambule de l'arrêté royal à intervenir, les mots "modifié par les arrêtés royaux des 26 avril 1994 et <>" qui apportent une confusion dans la compréhension de l'alinéa; en effet, les arrêtés royaux visés ne modifient pas l'arrêté royal du 14 septembre 1970 mais bien la dénomination de l'organisme en cause.

Le présent avis est envoyé au ministre de la Politique scientifique et de l'Infrastructure qui conformément à l'article 61, § 3, 2^{ème} alinéa des L.L.C., est invité à communiquer à la C.P.C.L. la suite qu'il lui réservera.

Fait à Bruxelles, le 18 mai 1995.

Les Secrétaires,

Le Président,

JM. BUSINE Th. VAN SANTEN

A. VAN CAUWELAERT-DE WYELS.